

Il est impossible de ne pas comprendre ce langage; en effet, rien ne semble plus évident que ce fait :—que ce fut alors le projet de fédération du Haut et du Bas-Canada que l'on promit de soumettre au pays, et non pas celui qui nous occupe actuellement. Afin de mieux établir mon assertion, je vais citer un extrait du discours prononcé par le premier ministre en présentant les résolutions que nous sommes aujourd'hui appelés à voter :—

"L'hon. premier ministre (Sir E. P. TACHÉ) fait l'histoire des divers changements qui se sont opérés jusqu'à la chute de l'administration MACDONALD-DOLAN, laquelle, dit-il, a succombé sous le poids de sa propre faiblesse. Leurs successeurs ne furent pas plus heureux, et après leur défaite ils songèrent à en appeler au pays, ce qu'ils auraient fait avec plus ou moins de succès, gagnant un comté ici et en perdant peut-être un autre ailleurs. Ils avaient assumé l'administration des affaires après avoir arrêté entre eux qu'ils auraient droit à cet appel, et ils en étaient à se consulter lorsqu'ils furent informés, par un de leurs propres amis, que le chef véritable de l'opposition témoignait le désir de leur faire des ouvertures, afin de chercher à aplanir les difficultés. L'hon. député dont il s'agit et quelques-uns de ses amis se mirent alors en rapport avec les chefs du gouvernement, et il fut convenu entre eux d'essayer de trouver un plan qui mit fin aux malentendus et qui en même temps assurât au Canada et aux autres provinces une position propre à garantir leur avenir future et à leur attirer le respect et la confiance des autres nations. C'est alors qu'ils émettent deux projets : un grand et un autre sur une échelle moindre. Dans le cas où le premier échouerait, ils devaient se rabattre sur le deuxième, qui comportait une confédération des deux sections de la province."

Le premier ministre déclare donc qu'il y avait deux plans, un sur une grande échelle et l'autre sur une plus petite. N'est-il pas de la dernière importance que nous, les représentants du Haut-Canada, connaissions la nature de ce dernier projet? Assurément, ce n'est pas trop exiger que de demander que l'on nous abandonne le petit pendant que les ministres iront faire valoir les mérites du grand à Downing street. Dans l'intervalle, nous pourrions nous occuper utilement à en étudier les détails qui doivent, à ce que l'on prétend, apporter tant de joies et de contentement, et mettre à jamais fin aux dissensions intestines entre le Haut et le Bas-Canada. J'ai l'espoir que les amis de l'administration vont engager cette dernière à confier à nos soins le plus faible de ses poulx—et nous lui promettons d'avance qu'il recevra de nous toute

la protection possible pendant l'absence des auteurs de ses jours. (Ecoutez! et riez!) Nous voyons donc que les ministres, au lieu de remplir leur promesse, ont audacieusement proposé à leurs partisans de l'école réformiste, le projet même que l'hon. député de South Oxford avait déclaré prématuré, et qui, à son avis, devait, il y a six mois, être ajourné à une époque reculée.—Il est difficile de trouver des expressions assez énergiques pour caractériser, comme elle convient de l'être, une violation aussi flagrante du pacte qui fut alors adopté. Il était bien connu, l'été dernier, que les législateurs du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Ecosse et de l'Île du Prince-Édouard, avaient manifesté l'intention de former une union législative applicable à leurs provinces, et qu'une résolution avait été passée par chacune d'elles, à l'effet de nommer des délégués chargés de délibérer sur ce sujet à Charlottetown, lieu fixé pour leur réunion. Au lieu de permettre à ces législatures de s'entendre entre elles dans l'examen de ce projet, au lieu d'attendre qu'il fut promulgué ou déclaré impossible, les ministres s'imaginèrent d'écarter les délégués réunis à Charlottetown, se souciant fort peu de ce qu'une pareille démarche créerait de mécontentement chez les populations de nos sœurs-provinces. Je me prends à rougir quand je songe à la responsabilité terrible qu'ont encourue nos ministres en intervenant dans les délibérations des colonies maritimes, qui cherchaient à s'unir sous un seul et même gouvernement. Mais non contents de leur visite à Charlottetown et d'y avoir arrêté la discussion de ce projet, voilà qu'aujourd'hui ils viennent, avec le plus grand sang froid du monde, nous demander que nous les autorisions à aller dire à Downing Street que leur grand projet a subi un échec, mais que malgré cela ils espèrent toujours, comme je l'ai fait observer il n'y a pas longtemps, en voir surgir, au moyen de l'influence du gouvernement anglais, une constitution parfaite à l'ombre de laquelle vivront désormais ces provinces éparses. (Ecoutez!) Il est aujourd'hui bien avéré que notre situation financière est dans l'état le plus alarmant; or, au lieu de procéder à la discussion des différentes mesures actuellement soumises à la chambre; au lieu de nous transmettre le budget, conformément à la pratique suivie, pour que le peuple puisse se renseigner sur le véritable état des affaires publiques, les ministres sont soudainement